

le pouvoir aux travailleurs

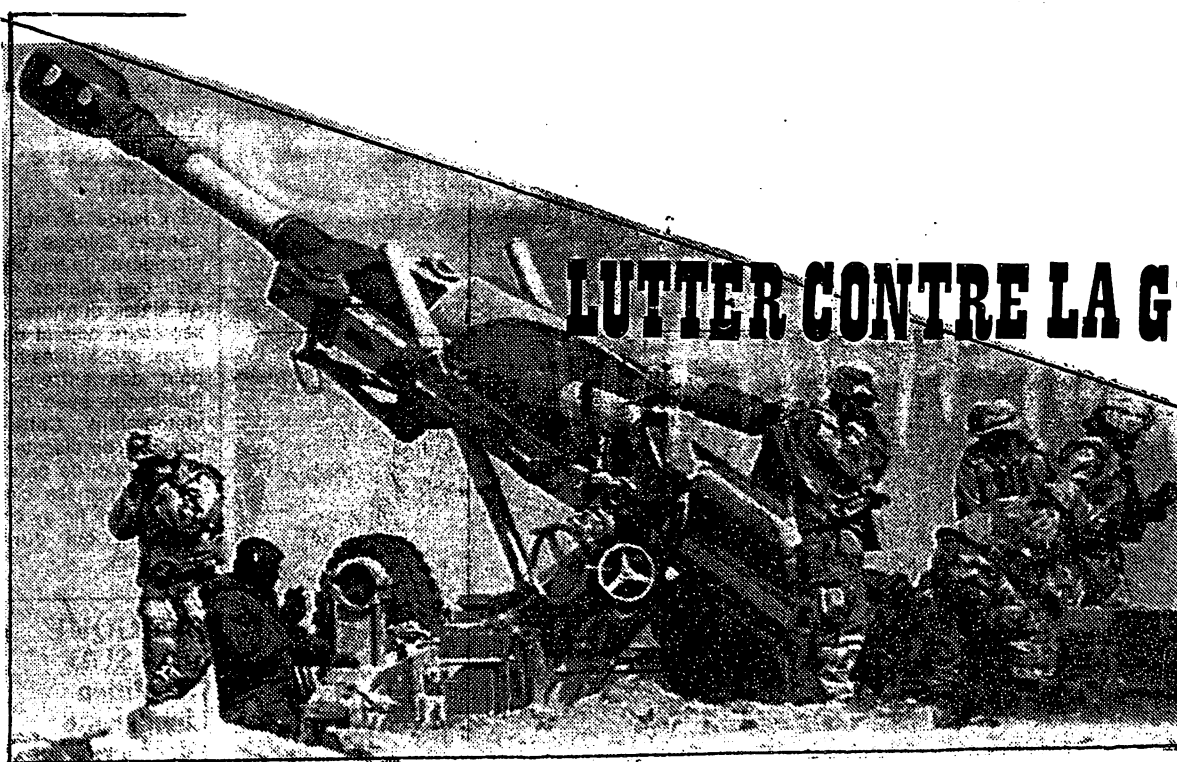
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 27 JANVIER 1991 N° 196

PRIX: 4 FF



C'EST LUTTER CONTRE

LE CAPITALISME

SOMMAIRE

AU

VERSO

SOMMAIRE

Pages 2, 3 et 4

- Editorial

Page 4

- L'Afrique des dictateurs et le conflit du Golfe

Page 5

- "Vigipirate": une manière de diviser les travailleurs

Page 6

- Mali: les galonnés assassins!

Page 7

- Le syndicat officiel se réveille-t-il?

Pages 7, 8 et 9

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants

ETRANGER

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFFEAL -COMBAT OUVRIER

Pour le PAT B.P. 42

92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

LUTTER CONTRE LA GUERRE

C'EST LUTTER CONTRE LE CAPITALISME

Comme prévu, voire programmé, la guerre que les puissances impérialistes, les Etats-Unis, la France, et l'Angleterre notamment, ont décidée contre l'Irak, avec le soutien de l'URSS et des dictatures de certains pays arabes et du Tiers Monde, s'est déclenchée quelques heures après la date du 15 janvier fixée quelques mois auparavant. Depuis, l'Irak et surtout sa capitale, Bagdad, sont le théâtre de bombardements massifs de la part des Américains et leurs alliés. Ce sont des milliers de bombes qui y sont lâchées sans relâche. Il en est de même des positions de l'Irak au Koweït qui font l'objet d'un bombardement quotidien intensif par les avions américains, français et anglais. L'Irak, de son côté, réagit en envoyant régulièrement des missiles "Scud" sur l'Arabie Saoudite et Israël.

Dans cette guerre, si nos dictateurs tels que les Diouf, les Seybou et autres sont derrière l'impérialisme, pour notre part, nous sommes sans conditions du côté de l'Irak contre les USA et leurs alliés. Cette guerre n'est pas seulement une démonstration de force de l'impérialisme contre l'Irak ou plus précisément contre son ancien protégé Saddam Hussein. Que ce dernier fasse preuve de docilité ou manifeste des velléités d'indépendance ou de rébellion, cela en soi n'a aucune importance pour l'impérialisme. D'autres que lui l'ont fait et le font sans que cela ne gêne ce dernier. C'est le cas de Khadafi ou des mollahs de Téhéran. Leur verbiage anti-impérialiste, empêche-t-il la marche du monde décidée et imposée par les pays riches? A qui vendent-ils leur pétrole? sinon au marché international contrôlé par l'impérialisme et aux conditions de celui-ci!

Non, le problème, ce n'est pas Saddam Hussein. Pour l'impérialisme, le problème n'est pas qu'à Bagdad. Il est aussi ailleurs, à Lagos, à Douala, à Abidjan, au Caire, à Mexico, à Rio de Janeiro, à Bombay etc... Et son intervention en Irak est en réalité une démonstration de force contre tous les pays pauvres pour faire peur à ces derniers, pour qu'ils restent là où ils sont, sous l'ordre établi par l'impérialisme. C'est une démonstration de force pour que les puissances riches continuent à dominer le monde et les multinationales américaines, françaises, anglaises ou allemandes à exploiter impunément les richesses de la planète. C'est ça ce qu'ils appellent hypocritement "le droit international". Il s'agit du droit des plus forts, des trusts, à exploiter les richesses du monde.

... / ...

Aussi, sommes-nous solidaires de tous ceux qui sont contre cette guerre. Nous sommes solidaires de tous ceux qui manifestent contre elle, quelles que soient leurs motivations. Nous sommes aussi solidaires des peuples arabes qui soutiennent Saddam Hussein. Cependant, nous ne partageons pas toutes les idées de ces gens-là.

Nous sommes pour la défaite de l'impérialisme dans le Golfe. Mais, même si aujourd'hui il est possible que Saddam Hussein apparaisse auprès des peuples arabes comme un leader populaire: défendant la nation arabe contre l'impérialisme, pour nous, il n'est pas un champion de la lutte anti-impérialiste. Il est un produit du système capitaliste, un dictateur comme tous les autres, les Moubarak et autres Mobutu. Il l'a largement démontré lors de la guerre qu'il a faite contre l'Iran pour le compte des USA et des émires du pétrole. Si aujourd'hui il se rebelle contre eux, c'est tout simplement parce qu'il considère qu'il n'a pas été bien payé en retour. Il est un ennemi de tous les pauvres, aussi bien ceux de l'Irak que du Moyen-Orient en général. Ce n'est pas de lui que ces derniers pourraient attendre quoi que ce soit, ni la liberté, ni le bien-être. Il ne peut que se servir d'eux comme chair à canon pour le compte de la bourgeoisie irakienne ou arabe, comme d'autres, tels que Nasser, l'ont fait sans que le sort des opprimés arabes ne se soit amélioré nulle part.

Si l'on veut en finir avec les guerres, mais aussi la misère et la dictature, ce n'est pas du côté des gens comme Saddam Hussein qu'il faut se tourner. Les manifestations pacifistes seules ne suffisent pas non plus. Elles sont peut-être utiles pour telle ou telle guerre, mais elles ne peuvent pas mettre fin à toutes les guerres. Et le problème, il est justement là: comment faire pour débarrasser la planète des guerres perpétuelles. Et pour cela, ce n'est pas le pacifisme des uns et des autres ou les solutions de l'ONU qui peuvent résoudre quoi que ce soit. Car, dans le système capitaliste, la guerre n'est pas le fait ou la faute de tel ou tel homme politique en mal de sang et de boucherie. C'est le capitalisme lui-même, sous sa forme impérialiste, qui est la source profonde des guerres du monde moderne.

Tant que l'humanité sera dominée par une poignée de pays qui pillent, exploitent et détiennent à eux seuls l'écrasante majorité des richesses, il y aura toujours des guerres, soit entre les grandes puissances pour le partage des marchés, soit entre elles et l'un ou l'autre des pays pauvres écrasés par la misère, soit entre les opprimés de ces pays et leurs dirigeants alliés de l'impérialisme. Pour en finir avec le mal, c'est-à-dire les guerres, il faut l'attaquer à la racine: il faut combattre l'impérialisme, et combattre l'impérialisme veut dire qu'il faut combattre le système capitaliste et le détruire. Lutter contre la guerre, c'est lutter pour la destruction de cette société basée sur la course au profit individuel, l'écrasement du plus faible par le plus fort, le pillage et l'exploitation de l'écrasante majorité de l'humanité maintenue dans des conditions de pauvreté, de famine, de maladies, qui sont autant de sources de violences, de révoltes et de guerres.

Si l'horreur et le dégoût des destructions multiples occasionnées par la guerre peuvent conduire à un large mouvement d'opinion susceptible de peser sur les décisions des dirigeants impérialistes au point de mettre fin à la guerre, les révolutionnaires communistes ne pourraient que s'en réjouir. Mais, de même que la fin de la guerre du Viet-Nam n'a pas empêché qu'éclatent d'autres guerres, la fin de celle-ci n'évitera pas non plus que le capitalisme n'entraîne demain l'humanité dans de nouveaux massacres. C'est en ce sens-là que la seule façon efficace de lutter contre la guerre et en finir avec toutes les guerres, c'est lutter pour le socialisme, c'est-à-dire la mise en commun des richesses au profit de l'humanité pour mettre fin à l'oppression, la domination des uns par les autres, source de toutes les violences engendrées par le système actuel.

Mais cela, seul le prolétariat, aussi bien celui des pays riches que des pays pauvres, peut le faire, à condition qu'il soit organisé, qu'il ait non seulement son programme, ses idées politiques, mais aussi ses organisations révolutionnaires, ses partis politiques indépendants. C'est le seul moyen pour qu'il prenne la tête de la lutte de tous les opprimés, qui ne veulent pas des guerres et de l'oppression, et qu'il conduise leur combat jusqu'au bout en détruisant la base même des guerres et de toutes les oppressions, c'est-à-dire le système capitaliste.

Alors, si la guerre actuelle dure, souhaitons que dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les travailleurs et l'ensemble des opprimés arrivent à se doter de leurs propres partis et à s'attaquer à tous leurs exploiters pour en finir avec leur système mondial et offrir à l'humanité un avenir de paix et de justice.

L'AFRIQUE DES DICTATEURS ET LE CONFLIT DU GOLFE

Dans la guerre qui oppose l'Irak aux puissances occidentales, les dirigeants de la majorité des pays d'Afrique ont fait cause commune avec l'impérialisme. Ils soutiennent tous l'intervention des troupes américaines, françaises et autres. Une fois de plus, ils montrent leur obéissance aveugle à l'égard de leurs maîtres d'Amérique et d'Europe. Et certains dictateurs comme celui du Niger et du Sénégal vont même jusqu'à participer activement dans cette guerre en envoyant un petit contingent de militaires: 100 hommes pour le Niger et 500 pour le Sénégal.



Bien sûr, ces quelques centaines d'hommes mal équipés ne représentent absolument rien du tout devant des centaines de milliers de soldats américains avec tout l'arsenal de matériels de guerre sophistiqués. Mais tout de même des dirigeants comme Diouf veulent montrer leur fidélité à leur maître Mitterrand, dirigeant de l'impérialisme français qui, lui, a pris une part active dans l'oppression et les bombardements de l'Irak.

Evidemment les Etats africains comme le Sénégal, en se mettant complètement à la remorque de Bush, Mitterrand et con-

sorts attendent des récompenses comme un toutou du sucre de son maître après avoir fait le beau. C'est ainsi que l'Arabie Saoudite a déjà promis qu'elle allait financer au Sénégal des projets de construction de routes et d'autres aménagements pour un total de 39 milliards de FCFA. Voilà de l'argent qui ira tout droit dans la poche d'un certain nombre de dignitaires du régime!

Mais au-delà des retombées sonnantes et trébuchantes, leur alignement est un geste politique. Ils montrent leur fidélité à leurs maîtres qui, en échange, leur assurent la protection contre toute "agression", c'est-à-dire contre leurs peuples qui en se révoltant pourraient mettre en danger leur régime. Si la majorité des dictateurs africains soutiennent les actes criminels des Etats impérialistes, il y en a comme celui de la Mauritanie qui s'est mis du côté de l'Irak. Il ne faut surtout pas croire qu'il est anti-impérialiste! Les hommes au pouvoir à Nouakchott sont très liés aux dirigeants de Bagdad depuis fort longtemps. Ils reçoivent depuis longtemps leurs soutiens politiques et financiers, comme dans le conflit qui les oppose au Sénégal.

L'attitude de la Mauritanie dans ce conflit a poussé la plupart des Sénégalais ici en France à soutenir la position de leur gouvernement, c'est-à-dire l'intervention des forces impérialistes contre l'Irak. Et cela pour la simple raison que l'Etat mauritanien mène contre les Négro-africains du pays une politique discriminatoire.

Dans cette affaire, ce qu'il faut voir c'est que les grandes puissances veulent mettre au pas l'Irak quitte à assassiner des centaines de milliers de personnes et détruire par des milliers de tonnes de bombes les villes et les villages irakiens. Et dans ce contexte, on ne peut qu'être contre l'intervention des troupes impérialistes.

"VIGIPIRATE"

UNE MANIERE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS

Depuis l'éclatement de la guerre dans le Golfe, les autorités françaises, sous prétexte de prévenir les attentats terroristes qui menaceraient la sécurité publique, ont pris des mesures draconiennes à l'encontre des immigrés.

L'opération "Vigipirate" vise essentiellement les immigrés. Partout, dans le métro, la rue, les quartiers et autour des foyers, les contrôles policiers et des CRS appelés en renfort se multiplient. Pour un rien, ils n'hésitent pas à faire usage de leurs armes.



Ainsi, à Gargenville, un sénégalais a été tué et un autre grièvement blessé par des policiers lors d'un contrôle musclé devant un foyer des travailleurs immigrés. Dans le métro, à la station Nation, deux flics ont carrément braqué trois jeunes maghrébins, devant les usagers; ils les ont sortis de la rame pour leur mettre des menottes, comme des criminels; dans les rues, les quartiers, c'est le contrôle selon des critères définis: la forme des cheveux, le teint ou la couleur de la peau.

Evidemment l'opération "Vigipirate" fait peur; la peur de se faire expulser pour les clandestins, de se faire humilier par des policiers zélés et racistes, même pour ceux dont les papiers sont en règle.

Dans les foyers des travailleurs immigrés, on n'ose pas sortir après le retour du travail. On ne sait jamais, par les temps qui

arriver. Au travail, on n'ose pas non plus bavarder, et moins encore parler du conflit dans le golfe. On risque de perdre sa place si le chef ou le patron est favorable à la guerre contre l'Irak.

Cette psychose de peur, amplifiée par la plupart des médias aux ordres fait l'affaire des patrons qui en profitent pour faire accepter n'importe quelle condition de travail aux travailleurs immigrés, frange vulnérable de la classe ouvrière en France.

En s'attaquant à cette partie des travailleurs, c'est à l'ensemble des travailleurs que les patrons portent leurs coups; ils finiront par s'attaquer aux travailleurs français si la guerre se prolonge dans le Golfe; ils vont faire payer cette sale guerre à tous les travailleurs sous prétexte d'aider les soldats à faire leur boulot de "libération du Koweït", par le maintien des bas salaires, par des "sacrifices" divers etc...

Le gouvernement et les patrons, par les récentes mesures, cherchent à diviser les travailleurs immigrés des travailleurs français. Ne nous laissons pas faire. La solidarité qui existe entre nous dans le travail, dans les cafés, dans les restaurants et ailleurs doit plus que jamais se renforcer et s'exprimer également au niveau politique. Il suffit de le vouloir, de faire un premier pas dans les deux sens.



M A L I

LES GALONNES ASSASSINS!

La semaine du 21 janvier, Bamako a connu des jours d'émeutes organisées par la jeunesse estudiantine pour protester contre la politique répressive du régime de Moussa Traoré. Ces émeutes ont éclaté à la suite de l'arrestation de Omar Maniko secrétaire général de l'Association des Elèves et des Etudiants du Mali (A.E.E.M.)

La répression policière contre les manifestants a fait plusieurs morts et de nombreux blessés.

Le régime dictatorial de Bamako a une fois de plus montré son vrai visage en assassinant des enfants, des jeunes qui osaient manifester dans la rue pour contester sa politique. En agissant ainsi le régime lance un avertissement aux travailleurs et à tous les pauvres pour leur montrer qu'il n'est pas prêt à se laisser déborder par des contestations.

Jusqu'à ces derniers temps-ci, le régime de Moussa semblait être épargné par le vent de contestation qui avait soufflé un peu partout sur le continent. Mais n'en déplaise à Moussa et à ses griots patentés qui commençaient à chanter "la spécificité malienne" pour expliquer que ce qui s'était passé ailleurs ne toucherait pas le Mali qui n'aimerait pas le "mimétisme". Le même vent secoue le régime aujourd'hui.

C'est d'ailleurs à la suite de ces soubresauts qui s'étaient déroulés à Abidjan, Libreville, Brazzaville, Kinshasa etc... que le dictateur du Mali, tout en disant que le multipartisme n'était pas à l'ordre du jour au Mali, a commencé à tolérer une certaine expression politique. En fait, tout comme pour le Gabon et la Côte d'Ivoire, l'impérialisme français faisait pression sur son valet malien pour qu'il mette quelques décors sur la façade de son régime pourri.

Oh! ce n'est pas de gaieté de coeur ni par goût pour les libertés démocratiques que Mitterrand contraint les valets de l'impérialisme à plus de souplesse. C'est parce qu'il sait que si ces derniers ne lâchent pas du lest, ils risquent de mettre en péril les intérêts de l'impérialisme français. Ce péril, c'est la menace de révolte généralisée des populations pauvres. C'est ainsi que Mitterrand a déclaré, à la dernière conférence franco-africaine, que les aides françaises seraient conditionnées par "l'ouverture démocratique" faite par ses valets africains.

C'est dans ce contexte-là que le Mali se trouve entraîné aujourd'hui. Il existe depuis quelques temps un semblant de liberté de presse et une timide liberté d'organisation. Le régime a autorisé l'apparition de plusieurs journaux dont l'Echo et l'Aurore qui critiquent ouvertement les actions gouvernementales

Des organisations d'opposition naissent comme le "Comité National d'Initiative Démocratique" (CNID) et "l'Alliance pour la Démocratie au Mali".

Ces organisations viennent d'ailleurs de recevoir la sommation de cesser leur existence par le nouveau ministre de l'intérieur, le général Sékou Ly, à la suite des manifestations qu'elles ont organisées au mois de décembre dernier et qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes.

Et pourtant ce n'est pas par des méthodes répressives, anti-démocratiques, héritées du colonialisme et de l'impérialisme que ce régime dictatorial pourra arrêter la contestation qui l'ébranle aujourd'hui.

M A L I

LE SYNDICAT OFFICIEL SE REVEILLE-T-IL?

La centrale syndicale officielle, l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) a organisé, il y a quelques jours, une grève de 48 heures pour exiger du gouvernement la satisfaction d'un certain nombre de revendications dont une augmentation de 50% des salaires ainsi que le paiement des salaires en retard de plusieurs mois.

Les employés de la fonction publique et du privé, en se mettant massivement en grève, ont d'autant plus fait trembler le régime que celui-ci est confronté actuellement à une contestation qui n'hésite plus à se manifester dans la rue.

On a vu trois ministres se dépêcher pour rencontrer le syndicat et faire semblant de négocier. Ils n'ont d'ailleurs rien accordé aux travailleurs, en dehors de la promesse de régulariser le paiement des salaires qu'une grande partie des fonctionnaires n'a pas touchés depuis quelques mois.

Mais le fait que le syndicat officiel qui a jusqu'à présent soutenu le régime dictatorial appelle aujourd'hui à une grève générale de 48 heures est lui-même significatif. Il montre la profondeur de la crise sociale dans ce pays.

Il y a quelques semaines, ce sont les petits bana-bana de Bamako qui se sont révoltés contre le gouvernement qui voulait leur interdire de faire de la vente ambulante dans les rues de Bamako. Ce fut une émeute, avec des affrontements violents contre la police. Plus récemment, ce sont des étudiants qui ont été assassinés par la police car ils ont manifesté leur mécontentement dans la rue.

Les travailleurs n'ont jusqu'à présent montré qu'une petite partie de leur force en se mettant en grève de 48 heures. S'ils se mobilisent plus, en paralysant l'ensemble de l'économie du pays, ils auront non seulement la possibilité d'imposer leurs revendications mais en plus ils pourront débarrasser le Mali de ce régime pourri de Moussa Traoré.

LES RAISONS DE LA REVOLTE DES TOUAREGS

La mort d'un pilote d'automobile, tué par balle lors du passage du rallye Paris - Dakar au Mali, dans la région de Ménaka, a fait couler beaucoup plus d'encre dans la grande presse sur les problèmes que vivent les Touaregs que sur les centaines de morts faits parmi ces même Touaregs par les troupes de Moussa Traoré et d'Ali Saïbou. Ce massacre dure depuis plusieurs mois.

Au mois de juin dernier, des "rebelles" touaregs ont attaqué le poste de police de Ménaka, au Mali. Il y eut officiellement 14 morts. L'ampleur de la répression exercée par les troupes de Moussa Traoré fut telle qu'il y eut plusieurs centaines de morts. Une grande partie de la région Nord du Mali fut déclarée "zone interdite", quadrillée par l'armée. En septembre, de nouveaux combats eurent lieu près de Bouressa: environ 200 morts dans les rangs de l'armée malienne tandis que les chiffres côté touaregs restent inconnus. On parle de la "disparition" d'un millier de personnes au total parmi les civils et les militaires. Cette flambée de violence s'est aussi traduite par l'exode de plusieurs centaines de Touaregs vers l'Algérie.

Au Niger, c'est en mai 1990 que des affrontements ont eu lieu entre Touaregs et forces de l'ordre à la suite de l'attaque de la sous-préfecture de Tchén-Tabaraden. Prétextant que les Touaregs étaient "manipulés" par Khadafi pour destabiliser le Niger, Ali Saïbou envoya son armée pour réprimer férocement les populations touaregs. Il y eut plusieurs centaines de victimes. De nombreux Touaregs innocents qualifiés d'"envahisseurs ou de complices" furent massacrés. Plusieurs postes de police ont été mis à sac par des commandos touaregs qui ont récupéré les armes pour se défendre.

Le problème des Touaregs ne concerne pas seulement que le Mali et le Niger puisque l'Algérie de Chadli Bendjedid avait, elle aussi, expulsé manu-militari de son territoire, en mai 86, quelques dix mille Touaregs jugés "en situation irrégulière".

Cette situation de violence parmi les populations touaregs ne tombe pas du ciel comme une pluie sous un ciel serein. C'est un vieux problème qui remonte à la surface, exacerbé par les conséquences de la crise économique ajoutées à celles de la sécheresse. Le peuple touareg est un peuple nomade qui compte environ un million et demi de personnes réparties entre le Mali, le Niger, la Libye, le Burkina et l'Algérie. La création des frontières artificielles au moment des indépendances va non seulement séparer ce peuple en plusieurs morceaux entre les différents Etats régionaux, mais en plus elle va restreindre les déplacements des caravanes de même que ceux des populations suivant les saisons.

Une des revendications des Touaregs est justement la liberté de circulation dans leur aire de migration sans subir les tracasseries des douaniers, des gendarmes et des diverses administrations.

La sécheresse qui a frappé le Sahel dans les années 70 et 80 a aggravé la situation. L'assèchement des points d'eau a obligé une grande partie des Touaregs à quitter leur région, à abandonner leur mode de vie traditionnel pour émigrer vers d'autres régions pour y mener une vie sédentaire à laquelle ils ne sont pas habitués. La plupart sont allés en Algérie ou en Libye pour y trouver refuge. D'autres sont allés grossir les rangs des chômeurs dans les villes, vivant de petits boulots les plus durs et les moins payés.

Des aides humanitaires envoyées par les divers organismes internationaux, ils n'ont vu que du vent. La plupart des aides ont été dilapidées par les Etats et les fonctionnaires verveux qui les ont détournées pour s'enrichir en les revendant à ceux qui auraient dû en bénéficier.

Cette attitude des fonctionnaires locaux comme des gouvernements qui considèrent les Touaregs comme des populations hostiles parce que rebelles à leur diktat n'a fait qu'envenimer la haine de ceux-ci à leur égard. Même les régimes (comme l'Algérie ou la Libye) qui faisaient semblant d'avoir de la sympathie à leur égard ne le faisaient que par intérêt. Quand ce n'était pas pour les utiliser comme chair à canon dans leurs armées, c'était pour en faire une main d'oeuvre bon marché. Lorsque la crise économique frappa l'Algérie de plein fouet en mai 68, les Touaregs sont devenus indésirables. On les expulsa comme des pestiférés.

Khadafi se dit partisan de créer un "Etat saharien" qui se situerait au carrefour des cinq Etats où vivent les Touaregs. Mais le problème de Khadafi, y compris lorsqu'il soutient les mouvements nationalistes touaregs, est avant tout de s'en servir comme propagande pour redorer son blason mais aussi pour utiliser les Touaregs dans son armée comme "légion islamique".

Aujourd'hui, après sept mois d'affrontements sanglants au Mali entre l'armée malienne et les partisans du Mouvement de Libération de l'Azawad ainsi que ceux du Front Islamo-arabe d'Azawad, un "accord de paix" a été signé entre le gouvernement malien et ces organisations nationalistes touaregs, sous l'égide des autorités algériennes.

Le gouvernement de Bamako a accepté de "démilitariser" la région, de donner un peu d'autonomie administrative aux Touaregs, sous forme de "décentralisation". C'est ainsi qu'un certain nombre de postes administratifs locaux vont être créés. Le gouvernement a également promis de prélever un "budget spécial" pour la région nord. En échange de la reconnaissance de la "spécificité culturelle" des Touaregs, le gouvernement de Bamako a obtenu des dirigeants du Mouvement de Libération de l'Azawad et du Front Islamo-arabe d'Azawad la promesse de déposer les armes et de ne plus revendiquer "l'autonomie" des Touaregs;

Est-ce pour autant que le problème des Touaregs est définitivement résolu comme par un coup de baguette magique? Pas du tout. La dictature du régime de Moussa Traoré continuera toujours de s'abattre sur la majorité d'entre eux comme elle continue de s'abattre sur l'écrasante majorité du peuple malien. Car le régime de Moussa Traoré n'est pas plus tendre envers les Bambaras, les Peulhs, les Sarakolés qu'envers les Touaregs. Il écrase sans pitié ses opposants quelle que soit leur origine ethnique.

Les travailleurs révolutionnaires se doivent évidemment être solidaires des Touaregs lors qu'ils subissent l'oppression de la dictature du régime en place. Mais ils ne partagent pas pour autant les objectifs politiques - au demeurant changeants- des dirigeants nationalistes touaregs. L'ethnisme n'offre pas de solutions véritables même à la seule oppression ethnique surtout lors qu'il s'agit d'ethnies qui vivent côte à côte ou mélangées. A plus forte raison, même si un Etat à 100% touareg était concevable, il ne mettrait pas fin à la misère, à l'aggravation des conditions d'existence de plus en plus concurrencées par le marché capitaliste.

La société touareg et toutes les sociétés africaines sont minées par le capitalisme, par les nouvelles formes d'inégalité et d'oppression qu'il véhicule. On ne peut pas revenir en arrière dans la vie économique et sociale, vers un passé qui, de toute façon n'était pas idyllique ni pour les Touaregs, ni pour aucune autre ethnie. L'avenir, c'est la transformation radicale de toute la structure sociale, le contrôle collectif de la production et de la répartition, une société où tous les hommes seraient égaux.

Cette transformation n'est possible qu'à des échelles bien plus vastes que les seules régions ethniques. Elle demande la collaboration fraternelle des classes pauvres de toutes les ethnies, de toutes les nations, de toutes les classes pauvres et exploitées intéressées à mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.

L'aggravation de l'ethnisme ne peut aller qu'à l'encontre de ce but, en opposant les pauvres et les exploités les uns aux autres dans un combat stéril.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.